

Élections européennes : répondre aux attentes d'une opinion publique fragmentée dans un « nouvel âge des incertitudes »

• Résumé

Les prochaines élections européennes constitueront un moment démocratique essentiel pour les citoyens européens. Ce sera une occasion importante (tous les cinq ans) de choisir directement leurs représentants européens au suffrage universel direct. Le contexte dans lequel auront lieu ces élections met en évidence des défis lancés aux Européens dont les réponses pourront être – en partie au moins – forgés par des choix législatifs et budgétaires dans le cadre de la prochaine législature pendant les cinq ans à venir. Les rapports de force partisans qui découleront de ce scrutin impacteront non seulement l'agenda de la future Commission mais plus largement l'orientation de la politique européenne à l'horizon 2030.

Dans ce contexte, les citoyens expriment un intérêt accru pour les prochaines élections européennes sous les effets des crises récentes et aussi d'une forme de « normalisation » de la vie politique européenne. Ils expriment des préoccupations et des attentes qui constitueront des priorités politiques au cœur de leur demande démocratique : inquiétude et pessimisme très fort sur le plan socio-économique, du fait de l'inflation et de la stagnation de l'activité qui ont résulté de la crise énergétique ; défense de leur pouvoir d'achat, de leur santé, lutte contre le changement climatique, défense de leur sécurité, immigration et asile qui figurent actuellement en neuvième position parmi les priorités identifiées. Face au retour de la guerre sur le continent européen, aux tensions diplomatiques et commerciales entre les États-Unis et la Chine mais également à l'urgence climatique et à



DÉMOCRATIE ET
CITOYENNETÉ

POLICY PAPER N°297
FÉVRIER 2024

#électionseuropéennes
#opinionpublique
#démocratilibérale

Bruno Cautrès
Chercheur CNRS
au CEVIPOF et
enseignant
à Sciences Po.

Thierry Chopin
Conseiller spécial,
professeur invité
au Collège d'Europe
(Bruges).

l'accélération des transformations technologiques, énergétiques et numériques les Européens prennent conscience de la nécessité de renforcer la coopération européenne dans ces domaines. Sur la longue durée, les enquêtes d'opinion montrent qu'il existe un fort soutien de l'opinion publique en faveur de politiques européennes communes dans les domaines touchant à des « biens communs européens » tels que l'énergie et la défense notamment.

Il faut cependant aller plus loin dans la compréhension des attitudes des Européens vis-à-vis de l'intégration européenne. La distinction entre soutiens « diffus » et « spécifique » permet de ne pas mettre sur le même pied d'analyse l'attachement aux principes de l'intégration européenne (le soutien « diffus ») d'un côté, et les évaluations ou demandes en matière de politiques publiques (ce que l'on appelle le soutien « spécifique »), de l'autre.

Concernant la première dimension (« soutien diffus »), l'opinion européenne est d'abord segmentée sur le plan géographique. Onze pays sont clairement situés du côté des opinions favorables à l'intégration européenne, par ordre décroissant de soutien : Danemark, Malte, Suède, Irlande, Portugal, Finlande, Luxembourg, Lituanie, Pays-Bas, Lettonie, Pologne. Cinq pays sont situés dans une position intermédiaire, très faiblement situés du côté favorable ou très faiblement situés du côté défavorable à l'intégration européenne : la partie Ouest de l'Allemagne, la Croatie, la Roumanie, l'Estonie et la Belgique. Douze pays sont clairement situés du côté des opinions défavorables, par ordre croissant d'opinions négatives : Italie, Hongrie, Bulgarie, République Tchèque, Espagne, Autriche, Slovaquie, Grèce, la partie est de l'Allemagne. Si « l'effet pays » continue de jouer un rôle éminent dans la cartographie du soutien à l'intégration européenne, des facteurs sociologiques puissants produisent des effets qui peuvent être au moins aussi importants que ceux relatifs à l'appartenance à tel ou tel pays. Les données montrent une forte résilience de la fracture sociale et du « biais sociologique » que les opinions à propos de l'Europe révèlent habituellement. L'effet diplôme, plus puissant que l'effet d'âge ou de génération, joue ici un rôle de catalyseur des effets du statut social sur les opinions.

Concernant la seconde dimension (« soutien spécifique »), l'analyse met en évidence une fracture - amplifiée par les crises de la Covid, de la guerre en Ukraine et de l'urgence climatique - entre les attentes des citoyens vis-à-vis des institutions de l'UE et les évaluations qu'ils font de l'action de ces dernières. Les réponses les plus parlantes qui ressortent de toutes ces demandes, attentes et évaluations, ainsi que de tous ces jugements prospectifs ou rétrospectifs sur leur pays ou sur l'UE, montrent que le clivage entre opinions positives et négatives des Européens sur l'UE est fortement structuré par une vision optimiste ou pessimiste de l'économie et par la confiance dans l'action publique nationale et européenne. Du côté des opinions positives sur l'UE, cela se traduit très clairement par un soutien et une confiance prononcée dans les actions de l'UE pendant et depuis la pandémie de Covid ainsi que par l'approbation des mesures en soutien à l'Ukraine ou des sanctions contre la Russie. Lorsque l'on demande à ces Européens, les plus favorables à l'intégration européenne, quels sont les problèmes les plus importants auxquels leurs pays doivent faire face aujourd'hui, ils citent en tête « l'environnement et le changement climatique », « le logement », « le système éducatif » et « la situation internationale ». Ils expriment également un fort soutien pour davantage d'intégration européenne dans de nombreux domaines. A l'opposé, les Européens les plus défavorables à l'UE et à l'intégration européenne sont pessimistes sur l'avenir économique de leur pays et de l'UE, mais sont avant tout caractérisés par leur très forte opposition au soutien de l'UE à l'Ukraine et insatisfaits de ses actions lors des grandes crises, comme la pandémie de Covid. L'absence de soutien à l'intégration européenne et aux actions de l'UE en faveur de l'Ukraine interagit avec

une attitude de doutes sur le changement climatique et les politiques publiques de la transition écologique.

En croisant les dimensions de soutien « diffus » à l'UE et les dimensions de soutien « spécifique », l'étude identifie les grandes dimensions du soutien et les catégories de la typologie au plan sociologique, au plan géographique et au plan de leur soutien aux politiques européennes ou projets d'intégration européenne. L'analyse conduit ainsi à l'établissement d'une typologie des opinions qui regroupe les Européens en cinq grandes « classes » ou catégories.

Une première « classe » (ou catégorie) représente 10% des Européens : il s'agit de ceux qui sont très favorables à l'intégration européenne et qui choisissent toutes les modalités de réponses qui correspondent à cette attitude générale « très positive » : confiance dans les institutions européennes, optimisme sur l'UE et son avenir, sentiment que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE, satisfaction avec la démocratie dans l'UE. La seconde « classe » regroupe 48% des Européens, ceux qui ont une opinion assez positive vis-à-vis de l'UE : s'ils choisissent toujours des modalités de réponses favorables à l'UE, l'intensité de leur soutien est moins fortement exprimée et ce sont souvent les modalités de réponses « plutôt positives » ou « plutôt confiantes » qui se rencontrent dans cette catégorie. La troisième « classe » regroupe 10% des Européens que l'on peut qualifier « d'indifférents » ou n'ayant pas d'opinions très structurées sur l'UE : les modalités de réponses les plus fréquemment rencontrées sont les modalités « ne sait pas », « neutres » ou « plutôt défavorables ». La quatrième « classe » regroupe 26% des Européens qui partagent des opinions « assez négatives » sur l'UE, très souvent les modalités de réponses « plutôt négatives » et « plutôt défiantes » vis-à-vis des institutions européennes. Enfin, la cinquième « classe » regroupe 6% d'Européens « très négatifs » sur l'UE et qui choisissent toujours les modalités de réponses les plus connotées négativement. Si l'on répartit ces cinq « classes » entre opinions positives, ambivalentes et négatives, on obtient : 58% d'opinions positives, 32% d'opinions négatives et 10% d'opinions ambivalentes mais dont l'ambivalence est d'une tonalité plutôt négative sur l'UE.

La répartition par pays de ces cinq catégories montre de très importants contrastes géographiques et nationaux. Fait notable : les pays les plus anciennement membres de l'UE n'appartiennent presque jamais au groupe des pays les plus favorables à l'UE, notamment la France clairement située parmi les trois profils les plus défavorables à l'intégration européenne. L'importante segmentation nationale des opinions sur l'intégration européenne ne peut simplement renvoyer à une segmentation sociologique. Cette typologie permet de mettre à jour les liens entre représentations et opinions vis-à-vis de l'UE. Les données montrent toute la difficulté à créer du consensus entre Européens sur la signification qu'ils donnent à l'intégration européenne : non seulement le soutien à l'égard de l'UE est différencié sociologiquement et nationalement mais plus fondamentalement encore il est clivé sur le sens donné à l'intégration européenne. Fondamentalement, la question du sens de la construction européenne pour les citoyens est essentielle car elle met en jeu son cap (sa direction) mais aussi sa signification et donc sa légitimité. Une telle question est essentielle car ce qui est en jeu lors des prochaines élections européennes réside précisément dans la possibilité de déterminer les conditions politiques et institutionnelles permettant de forger des politiques communes européennes afin de répondre aux attentes des Européens face aux défis actuels et à venir. Dans cette perspective, définir les conditions de possibilité de nouveaux compromis politiques pour donner du sens à l'action européenne face aux crises actuelles et apporter des réponses aux attentes et aux craintes des citoyens supposent de prendre en considération les dynamiques politiques qui sont à l'œuvre non seulement au plan institutionnel dans les États membres et

à l'échelle de l'UE mais aussi les transformations des récits européens et nationaux vis-à-vis de la construction européenne. A cet égard, la question du narratif politique est central et les élections européennes doivent être un moment politique de confrontation démocratique entre les différents messages politiques en compétition.

• Introduction

Les prochaines élections européennes auront lieu entre les 6 et 9 juin prochains. Il s'agit là d'un moment démocratique essentiel. En effet, d'un point de vue institutionnel, la légitimité démocratique résulte d'abord de la définition démocratique des objectifs politiques des institutions ; elle suppose ensuite le vote démocratique de la législation permettant d'atteindre ces objectifs ; et elle requiert enfin le contrôle démocratique de la mise en œuvre de cette législation. La légitimité démocratique des institutions européennes peut être de nature directe et indirecte.

Dans cette perspective, alors même que le cycle de polycrises auquel les Européens sont confrontés depuis 15 ans conduit la plupart des acteurs et des observateurs nationaux et européens à mettre l'accent sur la question de l'efficacité des décisions et des politiques publiques comme réponses aux chocs et à l'urgence, il est essentiel de souligner que la question de la légitimité démocratique ne peut être réduite à la seule question de l'efficacité et des résultats produits. Si l'efficacité constitue naturellement une condition nécessaire de la légitimité, surtout dans un contexte de transformation des démocraties représentatives en démocraties d'opinion, elle n'en constitue pas pour autant une condition suffisante.

Les élections européennes constituent ainsi la seule opportunité pour les citoyens de choisir directement leurs représentants, qui siégeront pendant 5 ans au Parlement européen, seule institution transnationale au monde à être élue au suffrage universel direct. Les rapports de force partisans qui découleront de ces élections impacteront les choix législatifs et budgétaires qui seront faits pendant la durée de la législature et détermineront donc la nature de la politique européenne à l'horizon 2030.

Dans cette perspective, la présente étude propose de : analyser la demande politique exprimée par les citoyens ainsi que leurs priorités politiques et leurs attentes dans la perspective des prochaines élections européennes ? (1.) ; aller plus loin dans la compréhension des attitudes des Européens vis-à-vis de l'intégration européenne en analysant notamment les fractures géographiques et sociologiques qui structurent l'opinion publique européenne (2.) ; établir une typologie des opinions européennes mettant en évidence des attentes qui sont clivées sous l'effet des représentations fortement ancrées dans les États membres vis-à-vis de l'UE (3.).

I QUELLES PRIORITÉS DANS L'OPINION PUBLIQUE DANS LA PERSPECTIVE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ?

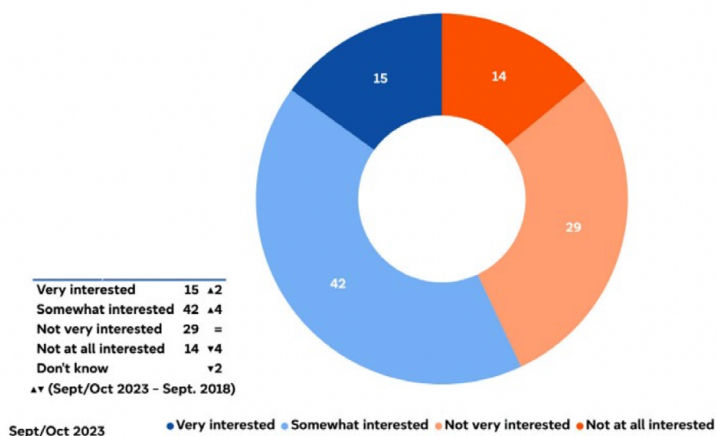
- Les citoyens européens face aux crises : un intérêt accru pour les élections européennes. Quelles priorités ?

Les prochaines élections au Parlement européen auront lieu dans moins de cinq mois dans un **contexte national, européen et international très spécifique** : pessimisme très fort vis-à-vis de la situation socio-économique du fait de l'inflation et de la stagnation de l'activité qui ont résulté de la crise énergétique ; montée et normalisation des droites radicales et extrêmes dans beaucoup de pays membres de l'UE ; risque d'érosion du soutien à l'Ukraine envahie par la Russie de Poutine et retour de la violence au Proche-Orient.

Dans ce contexte, les citoyens expriment un intérêt accru pour les prochaines élections européennes, plus fort même qu'en 2019 qui avait déjà vu un accroissement de la participation électorale.

GRAPHIQUE 1.

The next European elections will be held in June 2024. How interested or not would you say you are in these elections? (EU27) (%)



▲ Source : Parlemeter, European Parliament Eurobarometer, six months before the 2024 European Elections, 2023

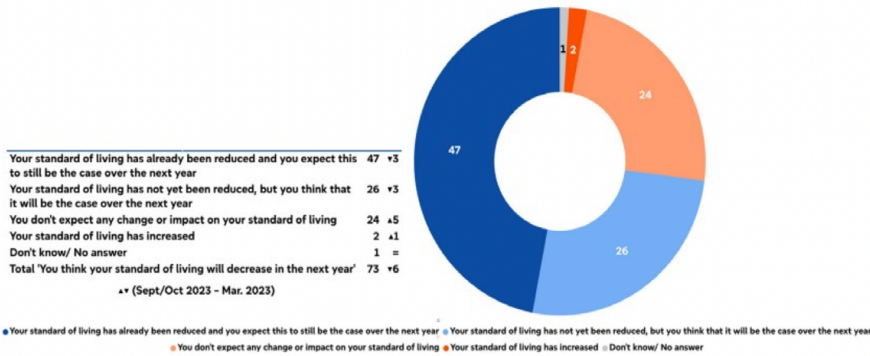
Deux raisons pourraient expliquer cela. Tout d'abord, une forme de « normalisation » de la vie politique européenne : le débat européen n'est plus réduit au clivage pour ou contre l'Union européenne. Ce débat est désormais davantage centré sur le projet politique, y compris pour la gauche et la droite radicales qui transposent au niveau européen leurs priorités politiques. Ceci reflète les limites dans l'opinion d'une posture eurosceptique simpliste – les partis traditionnellement europhobes ont par exemple renoncé à leur opposition à l'euro qui inquiétait l'opinion. Au contraire, les partis radicaux portent maintenant le projet d'une Europe à leur image : concentrée sur la lutte contre la pauvreté pour la gauche radicale, sur la lutte contre l'immigration pour la droite radicale même si les récents gains dans les sondages de cette dernière semblent lui donner une confiance suffisante pour revenir à certains de ses thèmes anti-européens traditionnels (comme on le voit par exemple aux Pays-Bas et en Allemagne). Cela indique la direction que pourrait prendre le débat pour les prochaines élections européennes. Il sera sans doute plus concentré sur l'orientation des politiques européennes et les manques qui ont été révélées par les crises successives¹. Et les partis radicaux chercheront à transposer au niveau européen le traditionnel clivage entre opposition et gouvernement.

Ensuite, cet intérêt accru pour les prochaines élections européennes s'explique sans doute par les effets des crises récentes : notamment la pandémie et l'impact des crises géopolitiques et énergétiques.

1 Chopin, T. (2024), « Quel projet politique pour les élections européennes de 2024 ? », *Telos*.

GRAPHIQUE 2.

Many elements, such as the consequences of the Covid-19 pandemic, the war in Ukraine and rising inflation and prices affect the global economy, including the European Union Member States. Thinking about your personal standard of living (e.g. the goods and services you can afford), which one of these statements comes closest to your personal situation? (EU27) (%)

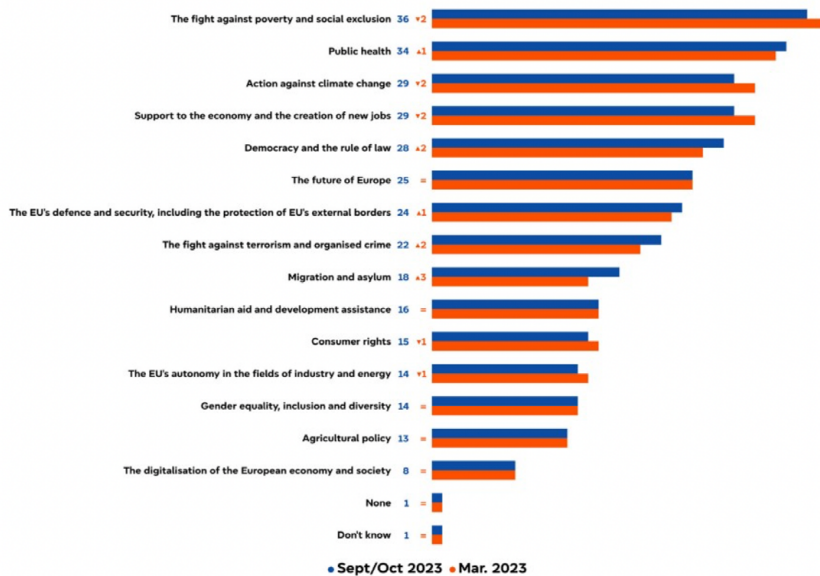


▲ Source : Parlemeter, European Parliament Eurobarometer, six months before the 2024 European Elections, 2023

Cela se lit dans les résultats du dernier Parlemètre qui identifie notamment la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (36 %) et la santé publique (34 %) en tête des thèmes prioritaires. La lutte contre le changement climatique, le soutien à l'économie et la création de nouveaux emplois (29%) figurent juste après ; il est notable que les sujets de l'immigration et de l'asile (18%) sont actuellement en neuvième position parmi les priorités identifiées.

GRAPHIQUE 3.

Which of the following topics would you like to see addressed in priority by the European Parliament? Firstly? And then? (MAX. 4 ANSWERS) (EU27) (%)



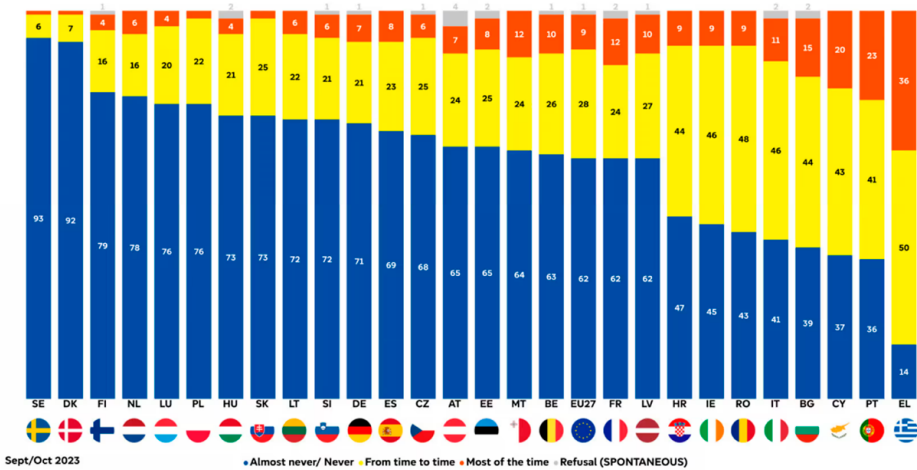
▲ Source : Parlemeter, European Parliament Eurobarometer, six months before the 2024 European Elections, 2023

— Le primat des inquiétudes socio-économiques

Les difficultés socio-économiques continuent d'affecter de nombreux Européens : 73% estiment que leur niveau de vie diminuera au cours de la prochaine année. Plus d'un tiers des Européens (37 %) éprouve des difficultés à payer ses factures, de façon temporaire ou la plupart du temps.

GRAPHIQUE 4.

D60 During the last twelve months, would you say you had difficulties to pay your bills at the end of the month...? (%)

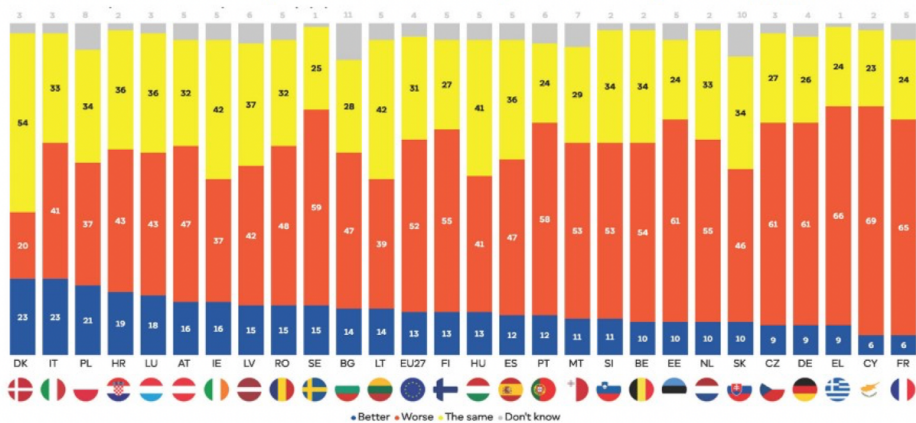


▲ Source : Parlemeter, European Parliament Eurobarometer, six months before the 2024 European Elections, 2023

Dans le contexte actuel caractérisé notamment par le retour de l'inflation qui pèse sur les entreprises comme sur le pouvoir d'achat des ménages, il est notable que les Européens ont une perception pessimiste de la situation économique et qu'une majorité des personnes interrogées dans tous les États membres (à l'exception du Danemark, de l'Irlande et de la Lituanie) craint une détérioration de la situation économique de leur pays dans l'année qui vient.

GRAPHIQUE 5.

In one year's time, do you think that each of the following will be better, worse, or the same as today? The situation of the (NATIONALITY) economy (%)



▲ Source : Parlemeter, European Parliament Eurobarometer, six months before the 2024 European Elections, 2023

– Un « nouvel âge des incertitudes »

Les prochaines élections européennes s’inscrivent ainsi, et de manière plus structurelle, dans un contexte qui pourrait être qualifié de « nouvel âge des incertitudes » tant sur le plan économique et social qui s’exprime par une peur du déclassement individuel que sur le plan externe se traduisant par une insécurité vis-à-vis de la mondialisation et par une peur du déclassement collectif sur les plans économique, géopolitique et technologique.

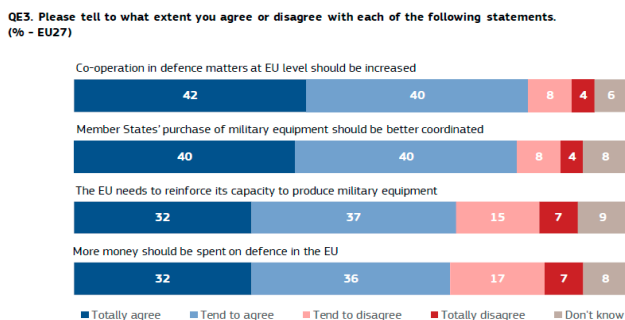
Le retour de la guerre sur le continent européen, les tensions diplomatiques et commerciales entre les États-Unis et la Chine mais également l’urgence climatique et l’accélération des transformations technologiques, énergétiques et numériques entraînent une prise de conscience des Européens quant à la nécessité de renforcer la coopération européenne dans ces domaines.

Face à ces défis externes, les Européens considèrent l’Union européenne comme une échelle pertinente à même d’apporter des solutions concrètes aux défis qui leurs sont lancés comme les enquêtes d’opinion le montrent notamment dans les domaines de la défense et de l’énergie mais aussi des migrations.

GRAPHIQUE 6.

More than 8 in 10 agree that co-operation in defence matters at EU level should be increased (82%) and the purchase of military equipment better coordinated (80%)

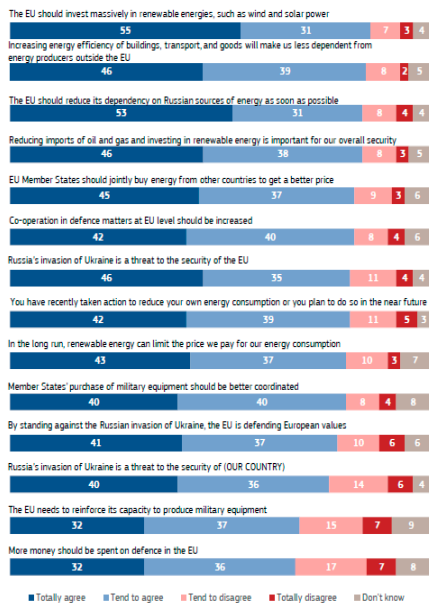
Over two thirds of Europeans agree that the EU should reinforce its capacity to produce military equipment (69%) and spend more money on defence (68%)



▲ Source : Eurobaromètre Standard 98, Hiver 2022-2023

GRAPHIQUE 7.

Please tell to what extent you agree or disagree with each of the following statements. (EU27)



The large majority of EU citizens agree that the EU should:

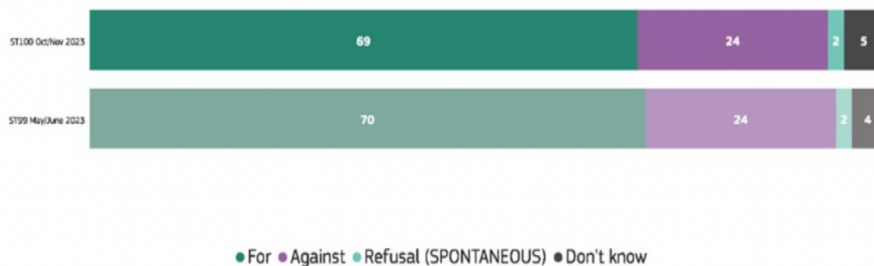
- Invest in renewable energies (86%)
- Increase energy efficiency of buildings, transport and goods (85%)
- Reduce its dependency on Russian sources of energy (84%) as soon as possible

▲ Source : Eurobaromètre Standard 98, Hiver 2022-2023

GRAPHIQUE 8.

QB2. What is your opinion on each of the following statements? Please tell for each statement, whether you are for it or against it. (EU27) (%)

A common European policy on migration



▲ Source : Eurobaromètre Standard 100, Automne 2023

Sur la longue durée, les enquêtes d'opinion montrent depuis vingt ans qu'une majorité de citoyens européens attendent que l'Union européenne et ses États membres conduisent une action commune requise par les biens publics européens². La réflexion sur ces biens publics³ concerne des sujets, dont le caractère essentiel a été mis en évidence par les crises récentes, comme la technologie, l'énergie ou encore la politique de sécurité de défense et tous présentent une

2 Voir Lamy, P. et Weizsäcker, J., « Il faut développer les biens publics européens », *Le Monde*, 26 novembre 2018.

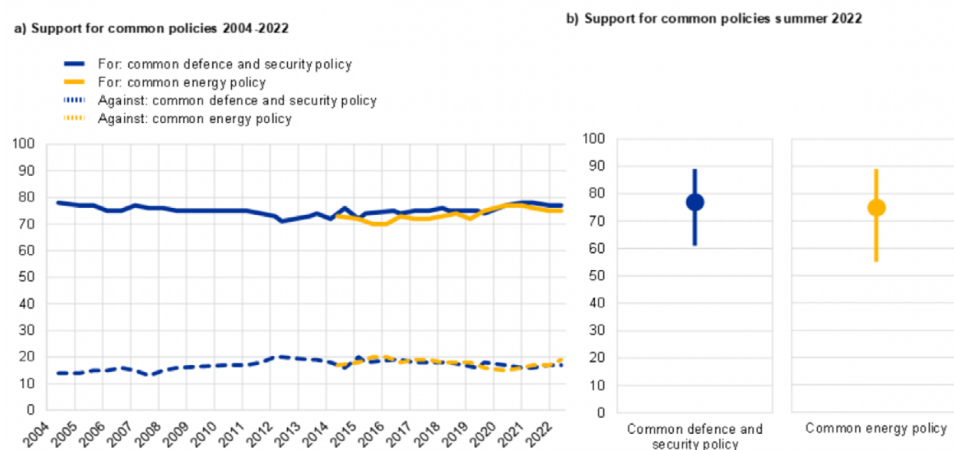
3 Richard Musgrave a défini les biens publics comme des biens dont tout le monde profite et dont les avantages pour un individu ne réduisent pas les avantages pour les autres ; cf. Musgrave, R.A., and Musgrave, P.B. (1973), *Public Finance in Theory and Practice*, McGraw-Hill.

dimension autant (géo)politique qu'économique ; en outre, les enquêtes montrent qu'il existe un fort soutien de l'opinion publique en faveur de politiques européennes communes dans les domaines touchant à ces biens communs tels que l'énergie et la défense notamment.

GRAPHIQUE 89. Soutien aux politiques communes dans l'UE

Part de la population de l'UE en faveur d'une politique de défense et de sécurité commune et d'une politique énergétique commune

(pourcentages)



▲ Source : Eurobaromètre Standard, Banque centrale européenne

I UNE OPINION EUROPÉENNE FRAGMENTÉE : ENTRE SEGMENTATIONS GÉOGRAPHIQUES ET SOCIOLOGIQUES ET FRACTURE ENTRE ATTENTES ET ÉVALUATION DE L'ACTION DE L'UE AMPLIFIÉE PAR LES CRISES

Pour aller plus loin dans la compréhension des attitudes des Européens vis-à-vis de l'intégration européenne, nous avons analysé les données de l'enquête Eurobaromètre de l'hiver 2022/2023 (Eurobaromètre 98.2 ; voir annexe 1). L'avantage de cette grande enquête d'opinions est de porter sur l'ensemble des pays membres⁴ et de permettre des comparaisons dans le temps.

Commençons par décrire l'état des opinions de manière générale. Nous avons fait le choix de ne retenir, dans un premier temps, que les indicateurs qui mesurent le soutien « diffus » à l'intégration européenne, c'est-à-dire le soutien exprimé dans les termes les plus généraux. Nous considérons que l'expression de ce soutien constitue la clef de voûte à partir de laquelle peuvent se décliner et s'analyser les demandes exprimées en termes d'enjeux ou en termes de politiques publiques. **La distinction entre soutiens « diffus » et « spécifique » permet de ne pas mettre sur le même pied d'analyse, l'attachement aux principes de l'intégration européenne (le soutien « diffus ») et les évaluations ou demandes en matière de politiques publiques (ce que l'on appelle le soutien « spécifique »)**⁵.

4 L'enquête porte également sur 7 des pays candidats (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Turquie) ainsi que sur la Norvège (membre de l'Espace économique européen), la Suisse (membre de l'AELE), le Kosovo, la République turque du nord de Chypre et le Royaume-Uni.

5 Voir les travaux d'Easton, D. (1965), *A Systems Analysis of Political Life*, John Wiley and Sons; on se reportera également à Cautrès, B. (2014), *Les Européens aiment-ils (toujours) l'Europe ?*, La documentation française, Réflexe Europe.

L'analyse du soutien diffus à l'intégration européenne prend en compte une série de quatorze indicateurs d'opinion posés aux personnes interrogées par l'Eurobaromètre (voire annexe 2).

Plutôt que d'analyser ces indicateurs un par un, on peut condenser leurs données en les traitant de manière simultanée par une analyse statistique multivariée (analyse factorielle des correspondances multiples). L'objectif est de faire ressortir les grandes dimensions d'opinions qui structurent les réponses données à chacune des questions. L'analyse des données de 2023 rejoint fondamentalement celle de nos analyses précédentes publiées en 2021⁶ : **deux grandes dimensions structurent les opinions des Européens à propos de l'intégration européenne. Une première dimension, de loin la plus importante et la plus structurante (elle rend compte de 20% de la variance totale des opinions exprimées), distingue les opinions les plus opposées : d'un côté, les opinions les plus négatives et de l'autre côté les opinions les plus positives vis-à-vis de tous les indicateurs retenus. Une seconde dimension, beaucoup moins structurante (8% de la variance totale des opinions exprimées), oppose les opinions intermédiaires (par exemple les réponses « plutôt d'accord » ou « plutôt pas d'accord ») aux opinions extrêmes, celles qui sont les plus fortement positives ou négatives.**

- Les logiques géographiques et sociologiques d'une opposition fondamentale entre opinions favorables et défavorables à l'intégration européenne

L'analyse repose principalement sur la première des deux dimensions, celle qui permet d'obtenir un codage optimal des réponses selon un continuum qui va des opinions les plus favorables aux opinions les plus défavorables. Le long de cette dimension, on peut ranger les pays par ordre décroissant de soutien à l'intégration européenne. Onze pays sont clairement situés du côté des opinions favorables à l'intégration européenne, par ordre décroissant de soutien : Danemark, Malte, Suède, Irlande, Portugal, Finlande, Luxembourg, Lituanie, Pays-Bas, Lettonie, Pologne. Cinq pays sont situés dans une position intermédiaire, très faiblement situés du côté favorable ou très faiblement situés du côté défavorable à l'intégration européenne : la partie Ouest de l'Allemagne, la Croatie, la Roumanie, l'Estonie et la Belgique. Douze pays sont clairement situés du côté des opinions défavorables, par ordre croissant d'opinions négatives : Italie, Hongrie, Bulgarie, République Tchèque, Espagne, Autriche, Slovaquie, Grèce, la partie est de l'Allemagne⁷.

Si « l'effet pays » continue de jouer un rôle éminent dans la cartographie du soutien à l'intégration européenne, des facteurs sociologiques puissants exercent des effets qui peuvent être au moins aussi importants que ceux des pays. Nos analyses rejoignent à nouveau nos analyses précédentes : le diplôme, la classe sociale, les indicateurs de statut socio-économique et le rapport au chômage ordonnent

6 Cautrès, B., Chopin, T., Rivière, E. (2021), *Un euroscepticisme à la française. Entre défiance et ambivalence. Le nécessaire « retour de l'Europe en France*, Rapport n°119/2, Cevipof-Sciences Po/Institut Jacques Delors/Kantar Public, décembre 2021.

7 Une importante précision méthodologique doit être ici apportée : la position occupée par les pays le long de la première dimension de l'analyse factorielle est directement fonction des pourcentages de réponses aux 14 indicateurs de l'analyse. La méthode repose sur l'idée que les profils de pourcentages de chaque pays s'apprécient par rapport au profil moyen constaté sur l'ensemble des pays. Prenons l'exemple de l'Espagne : les pourcentages d'opinions favorables à l'intégration européenne sont 8 fois sur 14 inférieurs à ceux que l'on constate dans l'ensemble de l'UE, 4 fois presque à la même valeur et 2 fois au-dessus. Cela situe l'Espagne du côté des pays dont l'opinion sur l'UE est négative bien que sur d'autres indicateurs disponibles mais non pris en compte dans l'analyse du soutien le plus général et diffus (par exemple l'opinion sur l'élargissement de l'UE) l'Espagne soit très favorable à l'UE.

le soutien à l'intégration européenne selon une échelle qui va des statuts les plus favorisés (les plus favorables) aux catégories populaires et socialement fragiles (les moins favorables). Du côté des opinions favorables à l'intégration européenne on trouve en effet (par ordre décroissant de soutien) les cadres supérieurs, ceux qui sont en cours d'étude, les classes moyennes, ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou après, les professions libérales, les entrepreneurs et chefs d'entreprises, les jeunes et notamment les 15-24 ans. Du côté des opinions défavorables, on trouve (par ordre croissant d'opinions défavorables) : les employés, les artisans et commerçants, ceux qui ont fini leurs études entre l'âge de 16 et 19 ans, les ouvriers qualifiés, les agriculteurs, les ouvriers non qualifiés, ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou avant, ceux qui sont sans emploi ou au chômage.

Les données montrent une forte résilience de la fracture sociale et du « biais sociologique » que les opinions à propos de l'Europe révèlent habituellement. L'effet diplôme, plus puissant que l'effet d'âge ou de génération, joue ici un rôle de catalyseur des effets du statut social sur les opinions. La segmentation sociologique qui en ressort créent des dissensus très forts dans les représentations sociales attachées à l'Europe. Lorsque l'on demande aux Européens interrogés par l'Eurobaromètre qui ont une opinion favorable de l'UE quelles sont les significations qu'ils y attachent, c'est avant tout la prospérité économique, la démocratie, la protection sociale, la qualité de vie des générations futures, le fait d'être plus fort dans le monde, la diversité culturelle et la liberté de voyager qui sont cités par ceux qui ont des opinions favorables. En revanche, pour ceux qui ont une opinion défavorable, c'est avant tout le chômage, l'augmentation de la criminalité, la bureaucratie ou le gaspillage d'argent qui sont cités. De même, lorsqu'on les interroge sur les domaines qui créent le plus un sentiment de communauté parmi les citoyens de l'UE, les Européens qui soutiennent l'intégration européenne citent avant tout (en ordre décroissant du soutien) : l'État de droit, la solidarité, les valeurs, la préoccupation pour l'environnement, l'économie, l'éducation, la culture, les inventions, les sciences et la technologie. **Le trio de tête des domaines qui donnent aux Européens le sentiment d'être unis est de loin l'État de droit, la solidarité et les valeurs.** Ces éléments confirment la nature diffuse, large et plutôt vague du soutien que nos données mesurent. À l'autre extrémité du spectre des opinions, les Européens qui rejettent l'intégration européenne ne trouvent rien qui unisse les Européens : ils répondent « aucun » et « rien, un tel sentiment n'existe pas » lorsqu'on leur demande quels domaines unissent les Européens. Le seul domaine qu'ils indiquent, mais loin après cette absence de sentiment, c'est la religion.

- Une fracture entre attentes et évaluations de l'action de l'UE amplifiée par les crises : Covid, Ukraine et climat

L'enquête de l'Eurobaromètre permet de compléter cette première approche, celle du soutien diffus, à l'aide de nombreuses batteries de questions relatives aux attentes des Européens qui sont définies de plusieurs manières : le jugement sur la situation de leur pays ou de l'UE au plan économique, les problèmes les plus importants auxquels ils doivent faire face ou auxquels leur pays et l'UE doivent faire face, le soutien à des objectifs généraux d'intégration ou d'unification européennes, le soutien à des politiques publiques européennes, la confiance dans les décisions prises par l'UE pendant et depuis le Covid puis l'invasion russe de l'Ukraine, les jugements rétrospectifs sur les résultats obtenus par l'UE.

Les réponses les plus parlantes qui ressortent de toutes ces demandes, attentes et évaluations, de tous ces jugements prospectifs ou rétrospectifs sur leur pays ou sur l'UE, montrent que **le clivage entre opinions positives et négatives des Européens sur l'UE est fortement structuré par une vision optimiste ou pessimiste de l'économie et par la confiance dans l'action publique nationale et européenne.**

Du côté des opinions positives sur l'UE, cela se traduit très clairement par un soutien et une confiance prononcée dans les actions de l'UE pendant et depuis la pandémie de Covid ainsi que par l'approbation des mesures en soutien à l'Ukraine ou des sanctions contre la Russie. Ainsi, les Européens les plus positifs vis-à-vis de l'intégration européenne se déclarent très satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, font confiance (en pensant à la pandémie) à l'UE pour prendre les bonnes décisions à l'avenir, évaluent comme très bonne la situation de leur pays en général, se sentent très attachés à l'UE, sont très satisfaits des mesures prises par l'UE pour lutter contre la pandémie, trouvent très bonne la situation économique de l'UE ou de leur pays, se sentent tout à fait citoyens européens, demandent que plus de décisions soient prises au niveau de l'UE, se déclarent en total accord avec le financement par l'UE de l'achat et de la livraison d'équipements militaires en Ukraine ou expriment tout à fait leur soutien à l'opinion selon laquelle « en se posant contre l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE défend les valeurs européennes ».

Lorsque l'on demande à ces Européens, les plus favorables à l'intégration européenne, quels sont les problèmes les plus importants auxquels leurs pays doivent faire face aujourd'hui, ils citent en tête « l'environnement et le changement climatique », « le logement », « le système éducatif » et « la situation internationale ». Ces opinions sont assez convergentes avec ce qu'ils considèrent comme étant les deux problèmes les plus importants auxquels l'UE fait face : « l'environnement et le changement climatique », « l'influence de l'UE dans le monde » et « la situation internationale » sont les problèmes les plus souvent cités.

Ils expriment également un fort soutien pour davantage d'intégration européenne dans de nombreux domaines (par ordre décroissant de soutien) : soutien à l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir, à une politique européenne commune en matière de migration, à une politique étrangère commune aux États membres, à une politique énergétique commune des États membres de l'UE, à la politique commerciale commune de l'Union européenne, à une politique européenne commune en matière de santé et à une politique de sécurité et de défense commune des États membres.

À l'opposé, les Européens les plus défavorables à l'UE et à l'intégration européenne sont pessimistes sur l'avenir économique de leur pays et de l'UE, mais sont avant tout caractérisés par leur très forte opposition au soutien de l'UE à l'Ukraine et insatisfaits de ses actions lors des grandes crises, comme la pandémie de Covid et la guerre en Ukraine : ils sont tout à fait en désaccord avec le fait de « fournir une aide humanitaire aux personnes frappées par la guerre », « accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre », ne se sentent « pas du tout attachés à l'UE », pas du tout satisfaits « des mesures prises par l'UE pour lutter contre la pandémie », pas du tout d'accord de « fournir une aide financière à l'Ukraine » ou à ce que « la coopération dans le domaine de la défense soit renforcée au niveau de l'UE, « pas du tout attachés à l'Europe », pas du tout d'accord avec le fait que « la réduction des importations de pétrole et de gaz et l'investissement dans les énergies renouvelables sont importants pour notre sécurité globale », totalement en désaccord avec l'idée que « les achats d'équipements militaires des États membres devraient être mieux coordonnés ». De manière très nette, ils réfutent que « l'invasion russe de l'Ukraine est une menace pour la sécurité de l'UE ».

L'absence de soutien à l'intégration européenne et aux actions de l'UE en faveur de l'Ukraine interagit avec une attitude de doutes sur le changement climatique et les politiques publiques de la transition écologique : les plus défavorables à l'UE et les plus hostiles au soutien à l'Ukraine sont dans le même temps ceux qui partagent le moins l'opinion selon laquelle « l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources russes d'approvisionnement énergétique dès que possible »,

que « l'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, comme les énergies solaire et éolienne », que « sur le long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le coût de notre consommation énergétique », que « l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens réduira notre dépendance à l'égard des producteurs d'énergie hors de l'UE » ou que « les États membres de l'UE devraient acheter en commun l'énergie à d'autres pays pour obtenir de meilleurs prix ».

En résumé, deux visions antagonistes de la souveraineté s'opposent le long de la dimension la plus structurante des opinions européennes : d'un côté la souveraineté européenne, de l'autre la souveraineté nationale. Cette dimension ordonne presque parfaitement les souhaits en matière d'approfondissement de l'intégration européenne. Lorsque l'on demande aux Européens s'ils veulent que davantage de décisions soient prises au niveau européen les réponses s'échelonnent d'un bout du continuum que nos analyses ont mis en lumière : « tout à fait d'accord » à l'extrémité des opinions positives sur l'UE, puis « plutôt d'accord », « ne sait pas », « plutôt pas d'accord » et « pas du tout d'accord » à l'extrémité des opinions négatives sur l'UE. Il est intéressant de noter que l'opinion « ne sait pas » n'est pas intermédiaire entre les opinions favorables et défavorables à davantage d'approfondissement européen, mais qu'elle se situe du côté de ces dernières.

I UNE TYPOLOGIE DES OPINIONS EUROPÉENNES : DES ATTENTES FORTEMENT CLIVÉES SOUS L'EFFET DES REPRÉSENTATIONS NATIONALES VIS-À-VIS DE L'UNION. LA QUESTION FONDAMENTALE DU SENS DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE...

La richesse des données de l'Eurobaromètre permet de condenser tous les indicateurs que nous venons d'analyser dans une typologie des opinions européennes. L'avantage d'une démarche typologique est de regrouper les réponses et les individus qui les ont choisies en « clusters », types ou catégories. Sur le plan méthodologique, il s'agit de réaliser ce que l'on appelle une « classification », plus précisément une « classification hiérarchique ».

On peut proposer une typologie des opinions qui regroupe les Européens en cinq grandes « classes » ou catégories. Une première « classe » (ou catégorie) représente 10% des Européens : il s'agit de ceux qui sont très favorables à l'intégration européenne et qui choisissent toutes les modalités de réponses qui correspondent à cette attitude générale « très positive » : confiance dans les institutions européennes, optimisme sur l'UE et son avenir, sentiment que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE, satisfaction avec la démocratie dans l'UE. La seconde « classe » regroupe 48% des Européens, ceux qui ont une opinion assez positive vis-à-vis de l'UE : s'ils choisissent toujours des modalités de réponses favorables à l'UE, l'intensité de leur soutien est moins fortement exprimée et ce sont souvent les modalités de réponses « plutôt positives » ou « plutôt confiantes » qui se rencontrent dans cette catégorie. La troisième « classe » regroupe 10% des Européens que l'on peut qualifier « d'indifférents » ou n'ayant pas d'opinions très structurées sur l'UE : les modalités de réponses les plus fréquemment rencontrées sont les modalités « ne sait pas », « neutres » ou « plutôt défavorables ». La quatrième « classe » regroupe 26% des Européens qui partagent des opinions « assez négatives » sur l'UE, très souvent les modalités de réponses « plutôt négatives » et « plutôt défiantes » vis-à-vis des institutions européennes. Enfin, la cinquième « classe » regroupe 6% d'Européens « très négatifs » sur l'UE et qui choisissent toujours les modalités de réponses les plus connotées négativement. Si l'on répartit ces cinq « classes » entre opinions positives, ambivalentes et négatives, on obtient : 58% d'opinions positives, 32% d'opinions négatives et 10% d'opinions ambivalentes mais dont l'ambivalence est d'une tonalité plutôt négative sur l'UE.

- Une mosaïque de cas nationaux : les fractures géographiques et sociologiques révélées par la typologie

Le tableau 1 donne la répartition par pays des cinq catégories de notre typologie. Cette répartition montre de très importants contrastes géographiques et nationaux montrant que l'opinion européenne doit davantage être conjuguée au pluriel qu'au singulier et qu'elle est composée d'une mosaïque de cas nationaux. Il est même difficile de trouver rapidement les logiques qui organisent les données du tableau 1 puisque parmi les pays au profil le plus favorable à l'intégration européenne on compte aussi bien des pays d'Europe du Nord (Danemark, Finlande, Suède) que deux des États baltes (Lettonie et Lituanie) ou encore les Pays-Bas, l'Irlande, Malte et la Pologne. Si l'on regarde les pays les plus anciennement membres de l'UE, on constate qu'ils n'appartiennent presque jamais (à l'exception des Pays-Bas) au groupe des pays les plus favorables à l'UE, notamment la France clairement située parmi les trois profils les plus défavorables à l'intégration européenne⁸.

TABLEAU 1 : La répartition par pays des cinq profils de la typologie

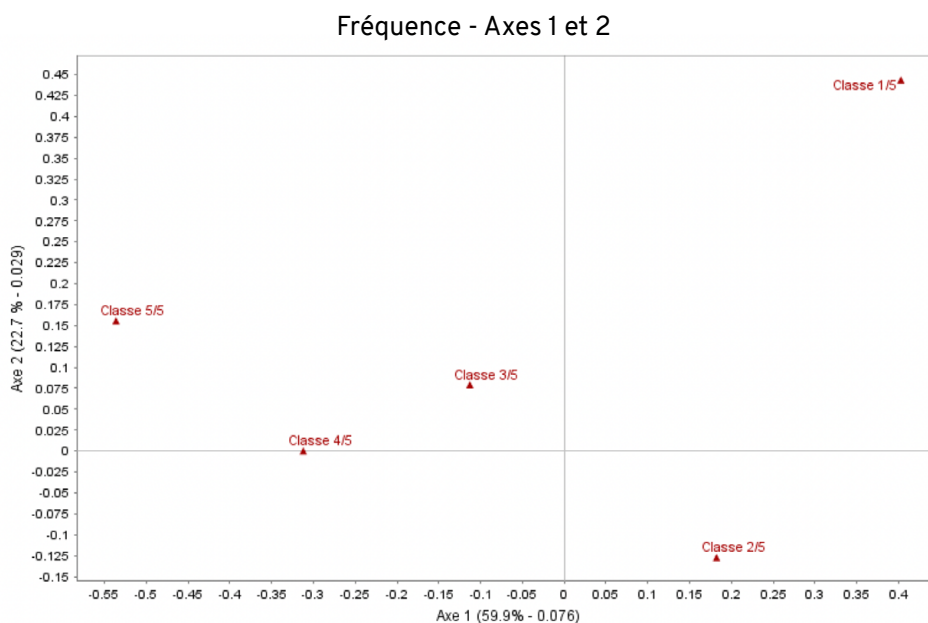
	C1	C2	C3	C4	C5
France	4	39	16	31	11
Belgique	6	48	6	34	6
Pays-Bas	9	62	4	21	4
Allemagne - Ouest	7	54	9	26	4
Italie	6	49	10	28	6
Luxembourg	8	58	5	24	5
Danemark	23	58	5	11	3
Irlande	25	48	10	15	3
Grèce	7	29	9	42	13
Espagne	8	39	12	36	6
Portugal	5	68	11	16	1
Allemagne - Est	3	26	13	43	14
Finlande	10	63	9	15	3
Suède	10	67	5	13	4
Autriche	10	35	11	34	10
Chypre (République)	10	37	8	37	10
République tchèque	8	40	13	27	11
Estonie	6	49	17	22	6
Hongrie	5	49	10	31	5
Lettonie	11	56	14	17	3
Lituanie	14	58	8	17	2

⁸ Cautrès, B., Chopin, T., Rivière, E. (2021), *Un euroscepticisme à la française. Entre défiance et ambivalence. Le nécessaire « retour de l'Europe en France*, op. cit.

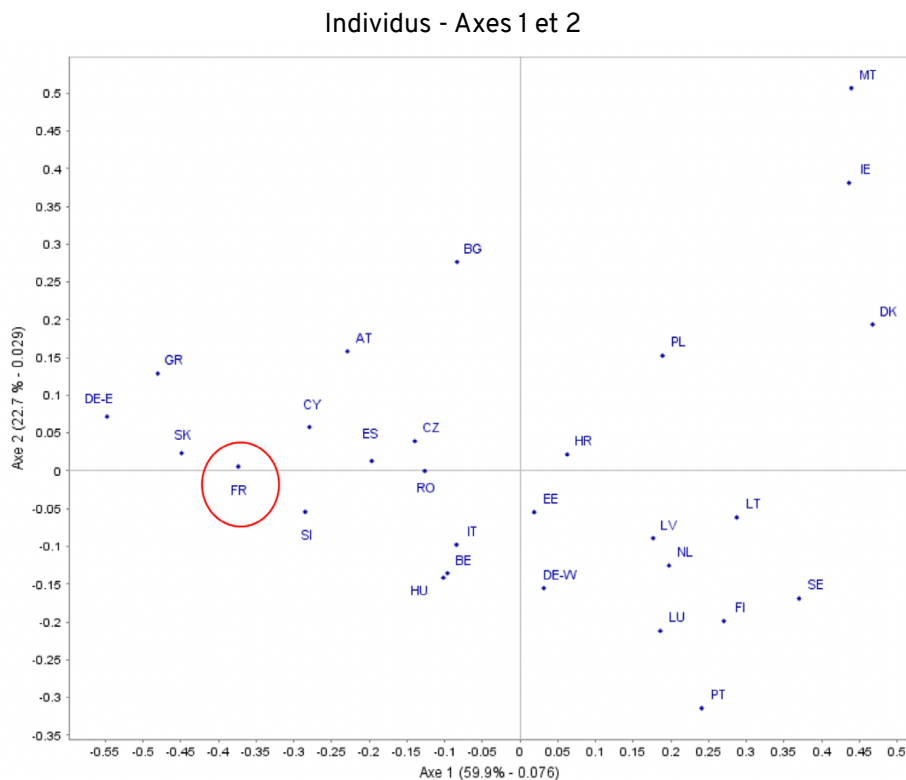
Malte	28	41	13	16	3
Pologne	18	48	6	25	4
Slovaquie	4	37	12	33	14
Slovénie	6	38	10	39	7
Bulgarie	14	37	19	20	11
Roumanie	8	40	14	33	5
Croatie	11	47	9	28	5
Moyenne UE27 (pondérée)	8	46	10	29	7
Moyenne UE27 (non-pondérée)	10	48	10	26	6

On peut résumer les données de ce tableau et le représenter graphiquement à l'aide d'une analyse des correspondances simples. Les graphiques 10 et 11 représentent la répartition des cinq catégories de notre typologie dans un espace à deux dimensions (la dimension horizontale oppose les catégories 1 et 2, celles favorables à l'UE aux catégories 3, 4 et 5, celles défavorables ; la dimension verticale oppose le soutien modéré à l'UE, la catégorie 2, à toutes les autres).

GRAPHIQUE 10 : Les cinq catégories de la typologie dans un espace à deux dimensions



GRAPHIQUE 11 : La répartition des pays (UE27) dans l'espace des deux dimensions de la typologie des opinions européennes



◆ Individus actifs

- Des attentes très fortement clivées : des représentations fortement ancrées dans les États membres

L'importante segmentation nationale des opinions sur l'intégration européenne ne peut simplement renvoyer à une segmentation sociologique. Si le statut socio-économique et les positions occupées dans l'espace des hiérarchies sociales structurent fortement les opinions européennes, celles-ci s'autonomisent en partie de ce substrat matériel : on constate des variations du soutien à l'intégration européenne à l'intérieur des catégories sociales. Les opinions sur l'intégration européenne mettent en effet en œuvre l'attachement des citoyens à des schémas de valeurs et de représentations culturelles ancrés dans le rapport à la souveraineté et à l'État qui ne renvoient eux-mêmes que partiellement aux positions sociales occupées par les citoyens.

C'est l'un des paradoxes de l'intégration européenne : le processus d'intégration repose sur la construction d'un imaginaire du dépassement de l'État-nation et dans le même temps cet imaginaire met au cœur de toutes les questions qu'il traite la question de la souveraineté, des frontières et du périmètre de l'intégration européenne par rapport à celui des États-nations. Cette tension a trouvé plusieurs schémas d'interprétation de dépassement de la contradiction : la dualité souveraineté nationale / subsidiarité (le cœur du Traité de Maastricht) ou plus récemment l'idée de « souveraineté européenne » promue par l'actuel chef de l'État français.

Notre typologie permet de mettre à jour ces liens entre représentations ancrées dans les États membres et opinions sur l'UE. Lorsqu'on demande aux Européens si leur pays « pourrait mieux faire face au futur s'il était en dehors de l'Union européenne », 27% des Européens se déclarent tout à fait d'accord avec cette idée ; aux deux extrémités de notre typologie des différences considérables s'expriment par rapport à cette idée : 17% et 18% parmi nos deux catégories les plus favorables à l'intégration européenne ; 40% et 70% parmi nos deux catégories les plus défavorables. Ces différences, qui s'expriment sur une question de principe mais aussi d'efficacité à propos de l'appartenance de leur pays à l'UE, reflètent des représentations sociales très fortement contrastées à propos de ce que signifie l'UE pour les citoyens.

Le tableau 2 (en annexe) révèle à cet égard deux logiques. On voit tout d'abord s'exprimer une très forte opposition entre les deux catégories les plus négatives à propos de l'UE (les classes 4 et surtout 5) et toutes autres catégories, une opposition très nette entre deux univers sémantiques à propos de l'UE : la perte de l'identité culturelle, l'augmentation de la criminalité, le manque de contrôles aux frontières extérieures ou encore le gaspillage d'argent sont les mots les plus associés à l'UE par ceux qui sont opposés à l'intégration européenne ; en revanche, la liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'Union européenne, la paix ou l'euro sont fortement associés à l'UE par ceux qui sont favorables, voire hésitants (les classes 1, 2 et 3). Une seconde dimension s'exprime ensuite dans les données du tableau 2 : une nette opposition entre les deux catégories les plus favorables à l'UE (les classes 1 et 2) et les trois autres catégories (les classes 3, 4 et 5) sur toutes les significations relatives aux piliers fondateurs de l'intégration européenne : la démocratie, la prospérité économique, la qualité de vie des générations futures, la diversité culturelle, disposer d'une voix plus importante dans le monde.

Ces données montrent toute la difficulté à créer du consensus entre Européens sur la signification qu'ils donnent à l'intégration européenne : non seulement le soutien à l'égard de l'UE est différencié sociologiquement et nationalement, mais plus fondamentalement encore il est clivé sur le sens donné à l'intégration européenne. Il n'est alors pas étonnant de voir apparaître d'importants contrastes entre aspirations et attentes vis-à-vis des politiques publiques européennes.

Les tableaux 3 et 4 (en annexe) confirment d'ailleurs largement nos analyses précédentes. Un point de méthode doit être avancé avant de commenter ces deux tableaux : l'Eurobaromètre propose aux personnes interrogées de se prononcer sur des enjeux de politique publique qui sont très largement définis par les questions posées : ainsi, par exemple, on leur demande leur approbation sur « une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne » ou encore « une politique européenne commune en matière de migration ». Il faut être prudent sur l'interprétation que l'on peut faire de ces indicateurs : ils ne mesurent nullement le souhait d'une plus forte intégration européenne, en tout cas ils ne le mesurent que très vaguement. On pourrait ainsi tout à fait être en faveur d'une politique européenne commune en matière de migration qui soit plus fermée ou plus ouverte aux migrations, qui donne plus ou moins de pouvoir aux États membres pour contrôler les flux migratoires venant sur leurs territoires. Il faut donc se garder d'interpréter les pourcentages d'approbation, parfois élevés (par exemple 70% se déclarent favorables à « une politique européenne commune en matière de migration ») comme traduisant nécessairement un souhait d'intégration européenne. Pour cela, il faudrait disposer d'indicateurs contextualisant de quel type de politique commune il s'agit et allant dans quel sens. Par ailleurs, pour le tableau 4 nous avons pris soin de distinguer les réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord », considérant que c'est essentiellement la réponse « tout à fait d'accord » qui traduit l'approbation.

Une fois ces précautions de méthode posées, on peut néanmoins dégager cinq points de ces deux tableaux :

- Sans surprise, la catégorie des Européens les plus défavorables à l'UE connaît des taux d'approbation et de soutien aux politiques européennes ou objectifs de politiques européennes qui sont systématiquement les plus bas.
- C'est l'élargissement de l'UE qui suscite les réactions les moins favorables, avec des taux d'approbation bas, voire très bas, dans les catégories hésitantes ou défavorables vis-à-vis de l'UE
- Les objectifs de politique européenne dans le domaine de la sécurité, de la défense et de l'énergie suscitent beaucoup moins de réserves et même des niveaux de soutien élevés parmi les catégories les plus favorables à l'UE.
- L'ambivalence, dont toutes nos analyses montrent qu'elle est plutôt négative que positive vis-à-vis de l'UE, nourrit la perplexité et le doute sur des politiques européennes même dans des domaines fondamentalement transnationaux comme la sécurité ou l'énergie.
- On rencontre souvent un peu plus de soutien aux objectifs de politique européenne dans les domaines de la sécurité, de la défense et de l'énergie parmi ceux qui sont plutôt défavorables à l'UE (la classe 4) que parmi les hésitants/ambivalents (la classe 3).

• Conclusion

Les citoyens expriment des attentes et des priorités aisées à identifier (défense de leur niveau de vie, de leur santé, lutte contre le changement climatique, défense de l'État de droit, de leur sécurité, etc.). En outre, les Européens considèrent majoritairement l'Union européenne comme une échelle pertinente à même d'apporter des solutions concrètes aux défis qui leur sont lancés. Sur la longue durée, les enquêtes d'opinion montrent depuis vingt ans qu'une majorité de citoyens européens attendent que l'Union européenne et ses États membres conduisent une action commune requise par les biens publics européens dans les domaines touchant à ces biens communs tels que l'énergie et la défense notamment.

Au-delà, l'analyse plus fine des attitudes des Européens vis-à-vis de l'intégration et des politiques publiques européennes met en lumière une opinion européenne beaucoup plus complexe. Celle-ci est en effet fortement fragmentée : tout d'abord, par des segmentations géographiques et sociologiques ; mais aussi par des fractures, amplifiée par les crises, entre les attentes des citoyens vis-à-vis des institutions européennes et l'évaluation qu'ils font de l'action de l'UE. Par ailleurs, ces attentes sont fortement clivées notamment sous l'effet des représentations, fortement ancrées dans les États membres, vis-à-vis de l'Union renvoyant à la question centrale du sens de la construction européenne pour les citoyens.

Fondamentalement, la question du sens du projet politique européen est essentielle d'un point de vue civique car elle met en jeu sa direction (son cap) mais aussi sa signification et donc sa légitimité. Il serait facile de considérer qu'une telle fragmentation nationale sur le sens à donner à la construction européenne ne permettrait pas de produire de l'accord à l'échelle de l'Union. Une telle question est très importante car ce qui est en jeu lors des prochaines élections européennes réside précisément dans la possibilité de déterminer les conditions politiques et institutionnelles permettant de forger des politiques communes européennes afin de

répondre aux attentes des Européens face aux défis actuels et à venir. Or, une telle diversité de représentations géographiques/nationales, mais aussi sociologiques, partisans, etc. de l'intégration européenne a toujours été un fait politique incontournable qui n'a pourtant pas empêché des progrès tout au long de la construction européenne autour de compromis politiques, certes parfois très difficiles à forger.

Dans cette perspective, définir les conditions de possibilité de nouveaux compromis politiques pour donner du sens à l'action européenne face aux crises actuelles et apporter des réponses aux attentes ainsi qu'aux inquiétudes des citoyens supposent de prendre en considération les dynamiques politiques qui sont à l'œuvre non seulement au plan national et à l'échelle de l'UE mais aussi les transformations des récits européens et nationaux vis-à-vis de la construction européenne. A cet égard, la question du narratif politique est central et les élections européennes doivent être un moment démocratique de confrontation entre les différents messages politiques en compétition. C'est précisément cela la démocratie libérale : ce régime politique permettant l'exposition et la reconnaissance de divergences, une gestion civilisée des désaccords légitimes et une capacité à agir dans un contexte d'hétérogénéité des préférences sur la base de décisions prises par la majorité tout en protégeant les droits des minorités. Ce n'est peut-être pas là une mauvaise définition de la politique démocratique européenne et ce sera là l'un des grands enjeux des élections européennes à venir... !

• Annexes

I ANNEXE 1 – ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE

Au-delà des données les plus récentes issues notamment du dernier Eurobaromètre du Parlement européen (Parlemètre, décembre 2023) et de l’Eurobaromètre Standard 100 (automne 2023), cette étude porte principalement sur les données de l’Eurobaromètre 98.2 (hiver 2022/2023), dont les principaux résultats peuvent être consultés sur le site de l’Eurobaromètre (<https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2872>). Le choix s’est porté sur cette vague de l’Eurobaromètre compte tenu de sa proximité dans le temps avec notre étude et de la richesse du questionnaire qui comporte de très nombreuses mesures de soutien à l’UE, à ses politiques et ses actions (en particulier vis-à-vis de l’Ukraine et du climat).

L’analyse des données a été réalisée sur la base des données micro-individuelles, le fichier des données ayant été téléchargé auprès de l’archive de données en sciences sociales du Zentralarchiv/Gesis de l’Université de Cologne (https://search.gesis.org/research_data/ZA7953).

Cette vague d’enquête fait partie de « l’Eurobaromètre Standard », une enquête d’opinions conduite par la Commission européenne deux fois par an (printemps/été et automne/hiver). Les échantillons nationaux sont représentatifs des populations des nationalités respectives des États membres de l’Union européenne et des autres ressortissants de l’UE, résidant dans chacun des 27 États membres, âgés de 15 ans et plus.

L’enquête a également été menée en Turquie, en Macédoine du Nord, au Monténégro, en Serbie, en Albanie, dans la communauté chypriote turque, au Royaume-Uni, en Bosnie-Herzégovine, en Moldavie, au Kosovo, en Norvège et en Suisse. Dans ces pays, elle couvre la population nationale des citoyens et la population des citoyens de tous les États membres de l’Union européenne résidant dans ces pays et ayant une maîtrise suffisante des langues nationales pour répondre au questionnaire.

Nous n’avons retenu dans nos analyses que les échantillons des pays membres de l’UE et de leurs ressortissants. En tout 26.461 individus ont été ainsi retenus pour l’analyse.

Afin d’exploiter la richesse des indicateurs mesurés par l’Eurobaromètre et de faire ressortir la complexité des attitudes vis-à-vis de l’UE, l’analyse statistique des données a été conduite avec un triple objectif :

- Faire ressortir des données les dimensions les plus saillantes du soutien (ou de l’absence de soutien) à l’UE en combinant entre elles 14 questions portant sur les formes diffuses de ce soutien (ce sont des indicateurs qui portent sur les facettes les plus générales du soutien à l’intégration européenne et des mesures générales de confiance dans les institutions européennes) ;
- Développer, à partir de ces grandes dimensions, une typologie du soutien des Européens à l’UE qui permette de bien segmenter des catégories d’opinions et de peser le poids de chacune de ces catégories ;
- Typifier les grandes dimensions du soutien et les catégories de la typologie au plan sociologique, au plan géographique et au plan de leur soutien aux politiques européennes ou projets d’intégration européenne afin de croiser les dimensions de soutien « diffus » à l’UE et les dimensions de soutien « spécifique » (le soutien aux « outputs » européens, c’est-à-dire les politiques publiques ou les objectifs de

politiques publiques). De très nombreux indicateurs de l'enquête Eurobaromètre ont été ici utilisés en plus des 14 qui ont servi à identifier les dimensions et créer la typologie.

Méthodologiquement, ces trois objectifs d'analyse des données ont été réalisés par le recours à des méthodes statistiques factorielles (analyse des correspondances multiples) et classificatoires (classification ascendante hiérarchique) réalisées à l'aide du logiciel d'analyse des données SPAD. Les données et les programmes d'analyses statistiques sont disponibles sur simple demande auprès des auteurs.

**I ANNEXE 2 - LISTE DES QUATORZE INDICATEURS DE L'EUROBAROMÈTRE 98.2
UTILISÉS POUR RÉALISER L'ANALYSE FACTORIELLE ET LA CLASSIFICATION
ASCENDANTE HIÉRARCHIQUE**

- En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans l'Union européenne ?
- Dans quelle mesure avez-vous confiance dans l'Union européenne ?
- En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?
- Veuillez dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en ces institutions européennes ? :
 - le Parlement européen
 - la Commission européenne
 - la Banque centrale européenne
 - le Conseil européen
- Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? :
 - je comprends le fonctionnement de l'Union européenne
 - la France pourrait mieux faire face au futur si elle était en dehors de l'Union européenne
 - plus de décisions devraient être prises au niveau de l'Union européenne
- Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?
- Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?
- Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? :
 - ma voix compte dans l'Union européenne
 - la voix de l'Union européenne compte dans le monde

TABLEAU 2. Les représentations de l'UE selon les cinq profils de la typologie

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	% moyens
La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'Union européenne	63	58	41	45	24	50
La paix	45	43	21	21	8	32
La démocratie	45	35	12	15	6	26
Une voix plus importante dans le monde	42	35	13	16	5	26
La prospérité économique	41	25	7	11	5	19
La qualité de vie des générations futures	38	26	9	13	7	20
La diversité culturelle	33	29	14	19	9	24
L'euro	33	35	31	30	21	32
La protection sociale	22	15	7	8	3	12
La bureaucratie	9	15	18	27	38	20
Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	7	14	22	25	42	19
Un gaspillage d'argent	4	10	23	28	60	19
La perte de notre identité culturelle	3	6	11	17	39	12
Plus de criminalité	3	6	14	15	29	11
Le chômage	2	4	7	9	23	7

TABLEAU 3. Approbation (se déclarent « pour ») d'un ensemble de propositions relatives à des objectifs de politique européenne selon les cinq classes de la typologie (% verticaux)

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	% moyens
Une politique étrangère commune aux États membres de l'Union européenne	90	82	53	61	33	71
Une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne	92	87	61	71	42	77
Une politique européenne commune en matière de migration	87	81	53	62	36	70
Une politique énergétique commune des États membres de l'Union européenne	92	86	57	65	36	74
L'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir	76	63	34	42	17	52
Une politique européenne commune en matière de santé	83	78	52	59	36	67
Une communauté politique européenne, qui rassemble les dirigeants des pays du continent européen, qu'ils soient membres de l'UE ou non	86	78	43	57	33	66

Exemple de lecture : Parmi l'ensemble des Européens (UE27), 71% approuvent l'idée d'une politique étrangère commune aux États membres. Parmi ceux qui appartiennent à la première classe de la typologie (les plus favorables à l'intégration européenne), cette approbation monte à 90% tandis que parmi la classe 5 (les plus défavorables à l'intégration européenne), elle chute à 33%.

TABLEAU 4. Approbation (se déclarent « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord ») pour un ensemble de propositions relatives à des objectifs de défense, de sécurité et d'énergie au plan européen, selon les cinq classes de la typologie (% verticaux)

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	% moyens	
La coopération dans le domaine de la défense devrait être renforcée au niveau de l'UE	Tout à fait d'accord	65	47	30	35	27	42
	Plutôt d'accord	28	44	35	43	29	40
Le budget de la défense devrait être augmenté dans l'UE	Tout à fait d'accord	50	35	22	27	23	32
	Plutôt d'accord	31	41	27	37	22	36
L'UE doit renforcer ses capacités de production d'équipements militaires	Tout à fait d'accord	50	35	23	28	27	32
	Plutôt d'accord	32	42	29	38	23	37
L'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, comme les énergies solaire et éolienne	Tout à fait d'accord	72	62	43	48	40	55
	Plutôt d'accord	22	32	31	35	25	31
Les États membres de l'UE devraient acheter en commun l'énergie à d'autres pays pour obtenir de meilleurs prix	Tout à fait d'accord	65	48	38	38	34	45
	Plutôt d'accord	27	40	31	41	30	37

Exemple de lecture : Parmi l'ensemble des Européens (UE27), 42% se déclarent « tout à fait d'accord » avec la proposition que « la coopération dans le domaine de la défense devrait être renforcée au niveau de l'UE ». Parmi ceux qui appartiennent à la première classe de la typologie (les plus favorables à l'intégration européenne), cette approbation monte à 65% tandis que parmi la classe 5 (les plus défavorables à l'intégration européenne), elle chute à 27%.

Directeur de la publication : Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Édition : Marjolaine Bergonnier • ©Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe - Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2024.